



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 25 FEVRIER 2021

L'an deux mille vingt et un, le vingt-cinq du mois de février à 19 heures, le Conseil Municipal de la commune de Camphin en Pévèle, convoqué le 19 février 2021, s'est réuni exceptionnellement dans la salle des fêtes André Hoyaux, sous la présidence de Monsieur Olivier VERCRUYSSSE, Maire.

NOMBRE DE MEMBRES	<u>Etaient présents :</u>	Mesdames COQUET Christine, COULON Chantal, ELOIRE Aurélie, FIEVET Béatrice, GUILLAUD Patricia, MASSELOT Catherine, PAUL Christine, PESSÉ Sandrine, THIEFFRY Martine Messieurs BONNEL Amaury, DELBERGHE Paul-Edward, DELEVOYE Didier, LEFEBVRE Francis, LEPERS Jean-Marie, LEROY Bertrand, VERCRUYSSSE Olivier
	<u>Absent excusé :</u>	Monsieur LEMAIRE Aurélien
	<u>Absents :</u>	Messieurs MARCHAND Laurent, VERDONCK Sébastien
		Monsieur DELEVOYE Didier est nommé secrétaire de séance
En exercice :	19	
Présents :	16	
Votants :	16	

N° : **D 04-2021**

ADHESION DE LA COMMUNE DE CAMPHIN EN PEVELE AU CONTRAT CADRE D'ACTION SOCIALE PASS TERRITORIAL DU CDG59 A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2021

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu l'avis du Comité Technique du 10 décembre 2020 ;

Vu le contrat-cadre d'action sociale conclu par le Cdg59 avec PLURELYA au 1^{er} janvier 2021 ;

Vu les conditions générales d'adhésion au PASS Territorial du Cdg59 ;

Le Maire expose au Conseil Municipal :

Selon les dispositions de l'article 9 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983, l'action sociale vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles.

Envoyé en préfecture le 02/03/2021

Reçu en préfecture le 02/03/2021

Affiché le 02/03/2021

ID : 059-215901240-20210225-D04_2021-DE

L'article 88-1 de la loi du 26 janvier 1984 dispose que les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics déterminent le type des actions et le montant des dépenses qu'ils entendent engager pour la réalisation des prestations prévues à l'article 9 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre. Les contributions ainsi définies constituent une dépense obligatoire au sens de l'article L 2321.2 du code général des collectivités territoriales.

Les dispositions de l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 autorisent les Centres de Gestion à souscrire, pour le compte des collectivités et établissements qui le demandent, des contrats-cadre permettant aux agents de bénéficier de prestations d'action sociale mutualisées. C'est ainsi que le Cdg59 a pour ambition de définir et de mettre en œuvre, au profit des agents de la Fonction Publique Territoriale, en partenariat avec les communes et établissements publics de coopération intercommunale de son ressort territorial qui seront intéressés, une politique d'accompagnement social de l'emploi.

A l'issue d'une procédure de mise en concurrence, le Cdg59 a souscrit jusqu'au 31 décembre 2026, un contrat-cadre d'action sociale auprès de PLURELYA, association de loi 1901 organisme paritaire et pluraliste qui gère l'action sociale depuis 1966.

Les avantages sociaux et économiques du nouveau dispositif sont les suivants :

- ✓ Un contrat mutualisé.
- ✓ Un choix entre 6 formules dont une formule spécifique à 79 €, enrichie de prestations favorisant la constitution d'une épargne, l'accès à la culture et au sport.
- ✓ Des tranches d'imposition exclusives :
 - Tranche 1 ≤ à 1 200 €
 - Tranche 2 entre 1201 € et 2 500 €
 - Tranche 3 ≥ à 2 500 €
- ✓ La minorité des prestations soumises à conditions de ressources.
- ✓ La favorisation des besoins des personnes les plus fragiles ou les plus exposées.
- ✓ La totalité des prêts à taux 0.
- ✓ Le taux de retour garanti, calculé à l'échelle du contrat cadre, est compris dans une fourchette comprise entre 80 % et 90 %.
 - En deçà de 80 %, un pourcentage de la cotisation réglée en année N-1 sera remboursé à la structure sous forme d'avoir en année N+1
 - Au-delà de 90 %, les structures qui dépasseraient le seuil de revalorisation verseront un complément de cotisation.

Considérant l'intérêt de rejoindre le contrat-cadre du Cdg59, en vue de faire bénéficier aux agents de la collectivité de prestations d'action sociale.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- DECIDE d'adhérer au contrat-cadre du Cdg59 dénommé PASS Territorial à compter du 1^{er} janvier 2021, jusqu'au 31 décembre 2026, et de retenir la formule 03 d'un montant de 199 € par agent.e ;

Envoyé en préfecture le 02/03/2021

Reçu en préfecture le 02/03/2021

Affiché le 02/03/2021

SLO

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer le bulletin d'adhésion et les conditions générales d'adhésion du nouveau dispositif du Cdg59 ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- DECIDE que les dépenses inhérentes seront imputées sur le budget de l'exercice.

Décision prise à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme
Délibération signée le 26 février 2021

Le Maire,


Olivier VERCRUYSE

